

UNION DES COMORES

Facilité de Préparation de Projets (GFPP)

TERMES DE RÉFÉRENCE

Recrutement d'un Consultant Individuel pour la Revue Fonctionnelle

des Ministères de tutelle du Projet P512649

(Agriculture, Pêche, Artisanat · Tourisme · Emploi)

Référence du projet	P512649 – Compétences multisectorielles pour l'emploi et la transformation économique aux Comores
Financement	Facilité de Préparation de Projets – Banque mondiale (GFPP)
Commanditaire	Unité de Gestion du Projet (UGP) – FSRP, Moroni, Union des Comores
Type de contrat	Consultant Individuel – Contrat à base de produits
Niveau d'effort	40 Hommes/Jours
Lieu de mission	Moroni, Union des Comores (avec déplacements dans les îles)
Date d'émission	Février 2025
Date limite de soumission	13 MAI 2026 à 14H 00. /Email : projetgfpp@gmail.com

1. Contexte et justification

L'Union des Comores a bénéficié d'un don de la Facilité de Préparation de Projets (GFPP) de la Banque mondiale pour appuyer la préparation du projet « Compétences multisectorielles pour l'emploi et la transformation économique aux Comores » (P512649). Cette opération s'inscrit dans le cadre du Plan Comores Émergent 2030 et vise à stimuler une croissance inclusive tirée par le secteur privé, à tirer parti de la transformation numérique et à améliorer la productivité dans des secteurs à fort potentiel, notamment le tourisme, l'agro-industrie et la pêche.

La mise en œuvre effective du projet requiert une capacité institutionnelle solide au niveau des ministères de tutelle. Afin d'assurer la durabilité et l'efficacité de l'opération projetée, il est prévu de conduire une revue fonctionnelle approfondie des ministères concernés : le Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Artisanat (MAPA), le Ministère de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme et le Ministère de l'Emploi et le ministère de l'environnement et tourisme. Cette revue permettra d'identifier les contraintes institutionnelles existantes et de formuler des recommandations concrètes pour renforcer leurs capacités avant le démarrage du projet.

2. Objectifs de la mission

La mission a pour objectif général d'évaluer la capacité institutionnelle, organisationnelle et opérationnelle des trois ministères de tutelle afin de s'assurer qu'ils disposent des conditions nécessaires pour soutenir efficacement la mise en œuvre du projet P512649.

2.1 Objectifs spécifiques

Plus spécifiquement, la mission vise à :

1. **Analyser les mandats et les structures organisationnelles** de chacun des trois ministères, leurs organigrammes, leurs attributions légales et réglementaires, ainsi que les mécanismes de coordination internes et interministériels existants.
2. **Évaluer les capacités techniques, managériales et financières** disponibles au sein de ces ministères pour la supervision, le suivi-évaluation et la coordination de projets de développement à financement international.
3. **Identifier les lacunes et contraintes institutionnelles** susceptibles d'entraver la mise en œuvre du projet, notamment en matière de gestion des ressources humaines, de systèmes d'information, de chaînes de responsabilité et de gouvernance.
4. **Formuler des recommandations opérationnelles** et un plan de renforcement des capacités institutionnelles, incluant des mesures concrètes à intégrer dans la conception du projet P512649.
5. **Proposer un cadre de coordination interministérielle** adapté aux besoins du projet, incluant des mécanismes d'engagement du secteur privé et des partenaires au développement.

3. Étendue des travaux

Pour atteindre ces objectifs, le consultant individuel sera chargé d'exécuter les tâches suivantes, de manière séquentielle et participative :

3.1 Analyse documentaire et cadrage

- **Revue des textes législatifs et réglementaires** régissant les trois ministères (décrets d'attribution, organigrammes officiels, plans stratégiques sectoriels).
- **Analyse des rapports d'activités récents** et des évaluations institutionnelles antérieures disponibles.
- **Revue des projets similaires financés par la Banque mondiale** aux Comores et dans des pays comparables (PEID).

3.2 Évaluation organisationnelle

- **Examen des mandats, missions et attributions** actuels de chaque ministère et de leurs structures déconcentrées dans les îles.
- **Analyse des organigrammes fonctionnels** et des flux de travail internes, avec identification des doublons de fonctions et des chaînons manquants.
- **Évaluation de l'adéquation entre les missions confiées au projet** et les capacités structurelles disponibles.

3.3 Analyse des capacités

- **Évaluation des effectifs qualifiés** disponibles par rapport aux besoins du projet en matière de gestion, de suivi-évaluation et de coordination sectorielle.
- **Identification des besoins en formation** et en appui technique pour la gestion de projets, la passation de marchés, la gestion fiduciaire et le suivi des indicateurs.
- **Analyse des systèmes d'information et de gestion** existants, notamment les outils de collecte de données et de reporting sectoriel.

3.4 Recommandations de réforme et plan de renforcement

- **Proposition de réformes institutionnelles** pour améliorer la gouvernance sectorielle et l'environnement favorable au développement des MPME, des services financiers numériques et des chaînes de valeur agricoles, touristiques et halieutiques.
- **Élaboration d'un plan de renforcement des capacités** assorti d'un calendrier, de ressources estimées et d'indicateurs de résultats, directement intégrable dans la conception du projet P512649.
- **Proposition de mécanismes de coordination interministérielle** et d'engagement structuré avec le secteur privé et les partenaires au développement.

4. Livrables attendus

Le consultant soumettra les trois livrables ci-dessous selon le calendrier contractuel. Tous les rapports seront rédigés en français, soumis en version électronique (Word et PDF) et présentés à l'UGP pour validation avant finalisation.

N°	Livrable	Contenu attendu	Délai	Paielement
L1	Rapport de démarrage	Note méthodologique détaillée, plan de travail, calendrier de mission, liste des parties prenantes à consulter, outils de collecte de données	J+7	20%
L2	Rapport provisoire de revue fonctionnelle	Diagnostic institutionnel des ministères (MAPA, Tourisme, Emploi, le ministère de l'aménagement du territoire) : mandats, organigrammes, RH, lacunes de capacités, analyse comparative ; présentation à l'UGP pour validation	J+25	40%
L3	Rapport final de revue fonctionnelle et plan d'action	Rapport finalisé intégrant les observations de l'UGP et de la Banque mondiale ; feuille de route de renforcement institutionnel ; matrice des réformes prioritaires ;	J+40	40%

Les rapports devront être rédigés conformément aux normes de la Banque mondiale en matière de présentation et de rigueur analytique. L'UGP disposera de cinq (5) jours ouvrables pour formuler ses observations sur chaque version provisoire.

5. Profil et qualifications requises

Le/la candidat(e) retenu(e) devra présenter le profil suivant :

5.1 Formation académique

- **Diplôme universitaire de niveau Bac+5 (Master II)** en administration publique, économie du développement, gestion institutionnelle, sciences politiques ou dans un domaine directement connexe.

5.2 Expérience professionnelle

- **Minimum 10 ans d'expérience** dans la conduite de revues fonctionnelles, d'évaluations organisationnelles ou de renforcement des capacités institutionnelles dans le secteur public.
- **Expérience de trois (3) dans des projets financés par la Banque mondiale** ou d'autres institutions multilatérales, avec une bonne compréhension des procédures fiduciaires, de passation de marchés et de sauvegarde.
- **Expérience spécifique aux Comores ou dans des contextes similaires** (Petits États Insulaires en Développement – PEID) est fortement souhaitée.
- **Connaissance approfondie d'au moins un des secteurs prioritaires** : Agriculture / Pêche / Agro-industrie, Tourisme ou Emploi / Formation professionnelle.

5.3 Compétences techniques

- **Maîtrise des outils d'analyse institutionnelle** (analyse fonctionnelle, cartographie des parties prenantes, évaluation des chaînes de résultats).
- **Capacité démontrée à formuler des recommandations opérationnelles** et des plans d'action réalistes adaptés au contexte des pays à faible capacité administrative.
- **Excellentes aptitudes rédactionnelles et de communication** en français (langue de travail obligatoire) ; la maîtrise de l'anglais est un atout significatif.

6. Durée, lieu et modalités d'exécution

Durée de la mission	40 Hommes/Jours sur une période de 40 jour calendaire à compter de la date de signature du contrat
Lieu principal	Moroni, Grande Comore, Union des Comores

Déplacements	Des missions dans les îles d'Anjouan et de Mohéli pourront être nécessaires pour les consultations avec les parties prenantes locales
Modalité de travail	Présentiel avec possibilité de travail à distance pour les phases documentaires, selon accord avec l'UGP

7. Responsabilité hiérarchique et modalités de paiement

Le consultant individuel sera placé sous la supervision directe du Coordinateur de l'Unité de Gestion du Projet (UGP) FSRP. Il/elle travaillera en étroite collaboration avec les équipes de la Banque mondiale en charge du projet P512649 pour la validation technique des livrables.

Le paiement sera effectué sur la base des livrables validés, conformément au tableau ci-dessous :

Tranche	Condition de paiement	Livrable associé	Pourcentage
1ère tranche	Signature du contrat et soumission du rapport de démarrage validé par l'UGP	L1	20%
2ème tranche	Soumission et validation du rapport provisoire de revue fonctionnelle	L2	40%
3ème tranche	Soumission et validation du rapport final et du plan d'action	L3	40%

8. Dossier de candidature

Les candidats intéressés devront soumettre les documents suivants :

- Un curriculum vitae détaillé (CV) faisant ressortir les expériences pertinentes pour la mission, accompagné de références contractables
- Les copies des diplômes et attestations de travaux similaires

Les dossiers de candidature devront être transmis à l'adresse de l'UGP FSRP au plus tard à la date limite indiquée dans l'avis de recrutement. Seuls les candidats présélectionnés sur dossier seront contactés pour la suite du processus.

*Les critères d'éligibilité, et la procédure de sélection seront conformes au « **règlement de la Banque Mondiale en Passation des Marchés** (, Edition septembre 2025). La méthode de Sélection sera la sélection de Consultant Individuel (SCI).*